

Article à paraître le 9 février 2014 dans Le Matin Dimanche

Le retour des corbeaux

Les corbeaux sont de retour. Les corbeaux ? Les délateurs, les dénonciateurs, anonymes ou non, les sycophantes.

Je ne parle pas ici, car ils sont œuvres individuelles, des médiocres règlements de comptes entre voisins ou cousins qui, par rancœur ou jalousie, glissent depuis la nuit des temps leur prose misérable et assassine dans nos boîtes à lettres. Leurs ancêtres faisaient de même, dans les « *Bouches de la vérité* », ces têtes de lion dans la gueule de pierre desquelles ces indigestes poulets étaient jetés, à l'attention des autorités de la Rome antique ou de la Venise des Doges.

Ce qui inquiète aujourd'hui, c'est le double phénomène de l'industrialisation et de l'institutionnalisation de cette pratique.

Est industrielle, déjà, la dissémination, dans un réseau social, d'informations intimes entraînant parfois, notamment chez les adolescents, de véritables tragédies.

Plus industrielle encore : la diffusion de banques de données à des fins mercantiles ou politiques. Les révélations sur les écoutes de la NSA, après celle de Wikileaks, appartiennent à cette catégorie. Quels que soient les motifs de leurs auteurs, des millions de pages confidentielles et dont beaucoup touchent à la sécurité collective, ont été propagées dans le monde entier.

Falciani, employé félon d'une banque, a vendu à des autorités étrangères des listes de clients. Sa délation est même à double détente puisqu'après son passage dans les administrations fiscales, la liste est aujourd'hui en mains des médias. Certains répandent à leur tour aux quatre vents les noms de possibles évadés fiscaux, sans souci de déontologie ni de présomption d'innocence ! Que des magazines spécialisés oeuvrent pour un public de voyeurs passe encore, mais que le Monde diffuse des extraits d'une liste volée, c'est encore autre chose.

Où donc est la dignité de la mission de la presse : « *Journaliste, accroche ton char à une étoile !* » écrivait Bernard Béguin, rédacteur en chef du Journal de Genève dans les années 1970. La crise a frappé, la dignité, la mission et les étoiles sont tombées au fond du caniveau.

Pourquoi, d'ailleurs, les médias devraient-ils faire preuve de retenue si les autres institutions s'abandonnent à l'air du temps ? Le « *Whistleblowing* », la dénonciation d'un collègue à ses patrons ou au public, est vivement encouragée. Les administrations et les grandes sociétés, au nom de la bonne gouvernance et de la transparence, assurent à ces dénonciateurs une protection totale. Dernière en date des victimes de ce procédé : le Conseiller fédéral Schneider-Ammann.

L'Etat donne l'exemple : la réglementation financière impose aux banques et compagnies d'assurances, transformées en bras prolongés de la police, de lui dénoncer toute suspicion relative à un client.

Voici qui annonce la fin des libertés publiques. Quand la délation règne, la défiance s'installe et le tissu social se défait. « *Un contre tous, tous contre un* » devient la devise nationale. Le système sombre alors, ouvrant la voie au totalitarisme. C'est dans ce dangereux chemin que nous sommes désormais engagés.

Il est temps de se remémorer les premiers vers du beau texte de Kessel et Druon, devenu le Chant des partisans français de la deuxième guerre mondiale : « *Ami, entends-tu le vol noir des corbeaux sur nos plaines ? Ami, entends-tu le cri sourd du pays qu'on enchaîne ?* » et d'en retenir la leçon en restaurant à leur juste place, dans nos institutions, la confiance et le respect mutuels.

Michel Halpérin

Nombre de caractères (espaces compris) : 3'618